

LA QUESTION DE L'EAU A BLIDA

Si de nombreuses questions blidéennes font couler beaucoup d'encre, par contre, celle de l'eau, qui cependant est primordiale, n'a pas souvent l'honneur des colonnes des journaux.

C'est évidemment une question bien épineuse. Aussi, je dirai de suite que je n'ai nullement la prétention d'apporter la solution unique, ni d'indiquer quelque bon coup de baguette magique : je ne suis ni sorcier, ni géologue ; je voudrais simplement étudier la question en bon Blidéen moyen.

D'abord, lorsqu'on parle du problème de l'eau, on ne pense généralement qu'à l'eau potable, et, à part les jardiniers eux-mêmes rares sont ceux qui songent à l'eau d'irrigation ; et cependant, si Blida s'est fait au cours des temps un renom si envié de Ville des Roses et de Ville des Orangers, de ville agréable, facile à vivre, où l'on trouvait toujours à profusion légumes et fruits, de ville où le petit retraité aimait à venir vivre ses années de repos, de petite ville enfin, qui par sa verdure et ses jardins faisait oublier la brousse algérienne et rappelait un peu certains terroirs verdoyants de France, Blida le devait non pas à son eau potable, mais à son eau d'irrigation ; toutes les villes algériennes ont comme Blida de l'eau potable et, comme Blida, elles en ont plus ou moins, mais bien rares sont celles qui ont le bonheur d'avoir en même temps de l'eau d'irrigation ; aussi, que de villes privées de fruits et de légumes, privées de verdure et de fraîcheur.

Sans eau potable, Blida n'existerait évidemment plus, mais sans eau d'irrigation Blida ne serait plus Blida.

C'est pourquoi, pour les Blidéens, il ne doit pas exister deux problèmes — eau potable et eau d'irrigation — mais un seul : le problème de l'eau.

Or, comment se pose ce problème ?

C'est très simple : tous les citoyens sont d'accord pour dire : nous manquons d'eau potable ; tous les jardiniers proclament : nous manquons d'eau d'irrigation.

Malheureusement et à première vue, tous ont raison : ces temps-ci, on peut voir tous les jours à Blida de longues chaînes de ménagères aux fontaines publiques et ceux qui veulent s'en donner la peine peuvent aller voir dans les jardins les carrés de tomates abandonnés et les parcelles incultes faute d'eau. Je crains que la ménagère, qui le soir a passé un quart d'heure à la fontaine publique pour rapporter chez elle un bidon d'eau, et qui, le lendemain matin, se plaint de ne trouver sur le marché ni tomates, ni patates douces, ni aucun des légumes indispensables, ne se rende pas compte que ce sont là les effets du même problème : celui de l'eau.

Je dois dire de suite, pour ne pas fausser les idées et maintenir le problème dans son juste cadre, que l'année 1945 que nous vivons est anormalement sèche : il n'a pas plu depuis le mois de janvier, il n'y a pas eu la moindre giboulée de mars, la moindre pluie de printemps. Il serait donc dangereux de tirer des conclusions et de rechercher des solutions en se basant uniquement sur ce qui se passe cette année.

Aussi voyons plutôt ce qui a été fait au cours des temps : la situation ancienne était la suivante : la ville de Blida était limitée par les remparts qui se poursuivaient le long des grands boulevards actuels : Boulevards de Metz, Malakoff, Beaurpêtre, Boulevard de Paris. Tout autour, il n'y avait ni quartier de la gare, ni faubourg d'Alger, ni Oued-Sultan, ni lotissements, ni immeubles ni villas, mais seulement des jardins : 350 hectares de jardins irrigués.

La ville de Blida était alors alimentée en eau potable par les sources dites de « Fontaine Fraîche ». Les jardins étaient irrigués à l'aide des eaux dérivées de l'Oued-el-Kebir.

Il est remarquable de constater qu'à l'époque, l'Administration supérieure avait toujours dans ses préoccupations de sauvegarder les jardins et l'irrigation : l'arrêté de concession des eaux à la ville de Blida, limitait à 20 litres par seconde la quantité d'eau à prélever à Fontaine Fraîche et il faisait obligation à la ville d'une part de rejeter le surplus des 20 litres seconde à la rivière et, d'autre part, de restituer à l'irrigation par la voie des égouts toutes les eaux non consommées : le principe en lui-même était excellent : il reflétait le souci constant d'utiliser au mieux des intérêts de la collectivité la totalité des eaux dont on disposait : en ce temps-là gaspiller la moindre goutte d'eau était considéré comme un crime : les temps ont bien changé ; on n'a pas plus d'eau, peut-être moins, et je crains, comme je l'exposai plus loin, que le gaspillage soit maître.

Les propos d'une Ménagère sur "l'eau à Blida", publiés dans notre précédent numéro, auront-ils éveillé quelques échos ?

Nous nous faisons un plaisir d'insérer aujourd'hui un article très documenté de notre concitoyen Louis MARLE, architecte à Blida et agent technique du Syndicat d'Irrigation de l'Oued-el-Kebir, qui traite de tous les aspects de cette question vitale, d'une brûlante actualité.

Au fur et à mesure de son extension, la ville de Blida a augmenté ses prélèvements à Fontaine Fraîche, jusqu'à arriver d'ailleurs à prendre la totalité du débit des sources.

Evidemment, chaque litre-seconde pris en plus par la commune se trouvait en moins dans les canaux d'irrigation.

Il arriva même un jour où le débit total des sources de Fontaine Fraîche fut insuffisant pour les besoins en eau potable : on fit alors un puits dans la rivière, au confluent de l'Oued-el-Kebir et du Taberkatchent et on dénomma ce puits : "Ain-Bouzar".

Le résultat fut immédiat : les réservoirs de la commune se remplirent plus vite, par conséquent, même d'une eau boueuse de couleur café-ou-lait, mais le débit des canaux d'irrigation diminua de plus belle.

Les besoins de la ville devenant toujours de plus en plus grands, on chercha à augmenter le débit du puits par tous les moyens (approfondissements, galeries, etc...)

Le résultat fut toujours le même : les nouvelles quantités prélevées venaient toujours amoindrir le débit des canaux d'irrigation.

Autrement dit, et c'est là le point qui me paraît capital, c'est là surtout ce que je voudrais que tous les Blidéens comprennent : on n'a jamais rien fait de neuf, on n'a jamais trouvé d'eau, on n'a jamais rien innové, on s'est toujours, pour les recherches d'eau, cristallisé sur un seul point — la Fontaine Fraîche.

Le résultat de Taberkatchent, on n'a pas plus d'eau aujourd'hui qu'il y a cent ans, on a toujours eu, au cours des temps, l'égalité suivante :
Eau potable + Eau d'irrigation = Constante.

En un mot, on a toujours pratiqué la politique de facilité, que j'appellerai la politique « du baquet vide et du baquet plein ».

Le baquet vide, c'était les réservoirs d'eau potable de la commune, et le baquet plein, c'était le canal d'irrigation : pour remplir le baquet vide, on vidait le baquet plein.

Mais, dira-t-on, l'histoire est presque incroyable : comment les maraichers et jardiniers auraient-ils accepté de voir ainsi disparaître peu à peu leurs droits aux eaux d'irrigation ? Il est aisé de comprendre ce qui s'est passé : chaque fois que la ville a augmenté ses pré-

lèvements en eau potable, c'est que Blida s'étendait, c'est qu'un nouveau faubourg se créait : or, où s'installaient les nouveaux quartiers ? Naturellement aux abords immédiats de l'ancienne ville, c'est-à-dire toujours dans la zone irrigable : ce fut le quartier de la Gare, le quartier des Oued-Sultan, le quartier du Bois-Sacré, le faubourg d'Alger et les nombreux lotissements : tout autant de riches jardins maraichers qui disparaissaient. A telle enseigne qu'à l'origine il existait 350 hectares de jardins irrigables et qu'il n'en reste plus aujourd'hui que 180.

La moitié du volume des eaux d'irrigation a peu à peu disparu, la moitié des jardins maraichers a peu à peu disparu... Mais, en même temps, a disparu la moitié de l'approvisionnement des marchés de Blida, la moitié de la production de légumes... Les légumes se sont raréfiés... d'où hausse des prix. Et l'on a connu — et l'on connaît encore — les interminables chaînes pour rapporter chez soi un bien maigre approvisionnement : voilà où

se conduit la politique de facilité, la politique « du baquet plein et du baquet vide ».

Blida est, à ce point de vue, bien mal en point. La situation est devenue critique.

Si les responsables — qui étaient d'ailleurs parfaitement irresponsables — semblent n'y avoir jamais songé, le Blidéen moyen a toujours pensé que si les besoins en eau potable augmentaient, c'est que la population s'accroissait, mais c'est aussi que les besoins en légumes devenaient plus grands : la logique aurait voulu que, chaque fois qu'un hectare de jardin disparaissait du fait de l'extension de la ville, on s'attache à le remplacer, non pas par un autre hectare irrigable, mais bien par deux autres, puisque les consommateurs de légumes devenaient plus nombreux...

Chaque fois qu'on cherchait à augmenter les volumes d'eau potable de la commune, il fallait chercher à augmenter les volumes des eaux d'irrigation : il n'a jamais rien été fait dans ce sens, mais tout dans le sens contraire. C'est regrettable et nous payons ce manque de discernement.

Or, à qui appartenait-il de veiller à cela ?

Je prétends que c'était là le rôle de la commune et non pas, comme on pourrait le croire, celui du Syndicat d'Irrigation.

En effet, qu'est-ce que le Syndicat d'Irrigation ? C'est une association de maraichers

qui se sont réunis pour défendre leurs intérêts communs. Cette assemblée représente bien un intérêt collectif, mais cet intérêt collectif n'est que la somme des intérêts personnels de chaque irrigant. Or, l'intérêt particulier de chaque maraicher est évidemment d'avoir le maximum d'eau d'irrigation pour son usage personnel de manière à s'assurer une production maxima de légumes, mais son intérêt est aussi que ses légumes se vendent le plus cher possible. Or, plus il y aura de jardins, plus il y aura de légumes, et plus il y aura de légumes, moins cher ils se vendront : on comprend ainsi aisément que ce n'était pas au Syndicat d'Irrigation à chercher à étendre la zone irrigable.

La commune, au contraire, représente le véritable intérêt collectif de la ville : c'était à elle de voir quelles allaient être les conséquences de sa politique de l'eau ; c'était à elle de comprendre au cours des temps qu'il n'y avait pas deux problèmes distincts — celui de l'eau potable et celui de l'eau d'irrigation, — mais bien qu'un seul problème : le problème de l'eau à Blida.

Or, il semble bien que les municipalités successives de Blida aient jusqu'à toujours adopté le même ligne de conduite : satisfaire l'électeur au prix du moindre effort ; lui donner de l'eau potable, puisqu'il en réclamait, lui en donner parfois dans des conditions bien précaires, mais lui en donner tout de même, serait-ce de l'eau de rivière. Il semble bien que les élus se soient toujours dit : « l'électeur est un imbécile, un simple, incapable de raisonner. » — s'il n'a pas d'eau potable il ne manquera pas de nous en rendre responsables, car c'est notre premier devoir que de lui en donner, mais, s'il manque de légumes, si le coût de la vie augmente, il accusera le syndicat d'irrigation, les maraichers, les spéculateurs ou tous ceux qu'il voudra, mais il sera incapable de comprendre que l'eau que nous lui avons donnée en plus ne représente que les carottes et haricots qu'il a en moins.

Telles sont les grandes lignes du problème de l'eau à Blida, tels sont les faits qui nous ont menés à la situation actuelle.

La situation actuelle, je l'ai dit, est la suivante : les Blidéens se plaignent de manquer d'eau potable, les jardiniers se plaignent de manquer d'eau d'irrigation.

Mais aussi, j'ai déjà dit que l'année 1945 était une année anormalement sèche et qu'il serait dangereux de tirer des conclusions en se basant uniquement sur les constatations actuelles.

Cependant, ces conditions anormales, cette sécheresse persistante vont permettre de mettre en relief toutes les erreurs commises tant au point de vue eau potable qu'au point de vue irrigation.

Pour ce qui est de l'eau potable, je citerai d'abord le fait suivant — que l'on peut constater souvent et que j'ai constaté et fait constater en juin dernier : dans certains quartiers de la ville, l'eau manque et ne parvient pas aux étages des immeubles, alors que dans d'autres quartiers elle coule normalement : au même moment les réservoirs de la commune sont pleins et débordent.

Situation paradoxale, qui semble impossible, mais malheureusement bien réelle.

L'explication est simple et je voudrais la faire bien comprendre à l'aide d'un exemple : un propriétaire d'une maisonnette a deux robinets, l'un à la cuisine, l'autre à la buanderie. Le branchement est fait avec des sections de tuyaux nécessaires pour assurer cette alimentation, et le propriétaire n'a jamais manqué d'eau. Un jour, il aménage une salle de bains, il construit un étage, installe une nouvelle cuisine, une nouvelle salle de bains, il ajoute une nouvelle buanderie, de nouveaux w-c, un robinet dans le jardin, etc..., et il se garde bien de changer sa prise et sa canalisation d'amenée. Le résultat ne se fait pas attendre : lorsqu'on ouvre plusieurs robinets en même temps, rien ne fonctionne plus, il n'y a plus d'eau. La canalisation qui était suffisante pour alimenter deux robinets est impuissante à en alimenter douze.

La commune de Blida a fait, en bien plus grand, ce qu'a fait le propriétaire de la maisonnette. A l'origine, son réseau de distribution d'eau potable se bornait à une conduite d'amenée et aux conduites nécessaires pour alimenter 5 bornes fontaines réparties dans les différents quartiers de l'ancienne ville. C'est sur cet embryon de réseau que s'est greffé tout le reste, tout ce qui existe aujourd'hui, et tout cela sans plan directeur, sans méthode.

Aujourd'hui, la situation est tellement compliquée que je ne crois pas exagérer en disant que les Services Techniques de la commune ignorent eux-mêmes en quoi consiste le réseau de distribution actuel. Mon métier d'architecte à Blida me l'a souvent montré : lorsqu'il s'agit d'effectuer un branchement d'eau potable pour alimenter un lotissement, un

par Louis MARLE

Architecte à Blida

Agent technique du Syndicat d'Irrigation de l'Oued-el-Kebir



La reddition du Japon met fin à la guerre mondiale

C'est dimanche 2 septembre à 10 h. 30 heure de Tokio, (3 h. 30 heure locale) que la reddition japonaise a été signée à bord du cuirassé américain « Missouri ».

Trois dignitaires japonais, les représentants des Nations Unies et le Général Mac Arthur ont signé l'historique traité de reddition, par lequel se termine la guerre du Pacifique, dernier bastion ennemi.

L'ordre des signataires de l'acte a été le suivant : JAPON, ETATS-UNIS, CHINE, GRANDE-BRETAGNE, U.R.S.S., AUSTRALIE, CANADA, FRANCE, PAYS-BAS, NOUVELLE-ZÉLANDE.

Dès le 3 septembre, les forces américaines d'occupation ont opéré des débarquements massifs à Yokohama et 25.000 hommes s'approprièrent à occuper Tokio.

Le Mikado dans une proclamation a déclaré : « J'ordonne à tout mon peuple de cesser les hostilités, d'exécuter la reddition et d'obéir ».

Ainsi prend fin, six ans jour pour jour après son début, la tolle entreprise, par laquelle l'Allemagne et ses Alliés de l'Axe Berlin-Rome-Tokio, avaient pensé soumettre le monde.

Le sang cesse de couler sous toutes les latitudes. Bien des larmes couleront encore hélas ! car les victimes furent nombreuses. C'est en pensant à elles qu'il faut aujourd'hui construire une PAIX DURABLE. C'est la tâche de demain pour TOUS LES HOMMES DE BONNE VOLONTE.



La question de l'eau à Blida



immeuble ou une simple villa, il est rare que l'on puisse obtenir des directives de la Mairie. Alors, on se renseigne sur ce qui existe auprès du voisin, du maçon, du cantonnier ou du plombier ; finalement, on ouvre une tranchée en travers de la chaussée et on finit par découvrir la conduite d'eau — après avoir bien souvent crevé la conduite du gaz. Cette conduite, on ne sait d'ailleurs le plus souvent ni d'où elle vient, ni où elle va... Détail que tout cela : qu'a-t-on trouvé ? de 60 m/m ?... Alors faisons le dimensionnement en 50 m/m... Ou en toute autre dimension, peu importe... les services communaux sont très « coulants » ; ils ne vous imposent rien et vous laissent toute latitude. Il est malheureusement bien vrai qu'en l'absence de plan directeur, ils ne peuvent agir autrement : s'ils intervenaient et prescrivaient la moindre chose, ce ne serait qu'au nom de l'arbitraire et le résultat serait peut-être encore plus désastreux.

Ainsi, au cours des temps, on a doublé, triplé les conduites d'aménée, on a remplacé les canalisations de certains quartiers, on a retouché, modifié, mais toujours d'une manière arbitraire. Jamais n'a été établi un seul plan de distribution. On n'a jamais travaillé avec méthode. On n'a jamais eu aucun plan directeur.

Ainsi, lorsque le technicien affirme qu'un réseau de distribution d'eau potable se calcule au même titre qu'un réseau de distribution d'énergie électrique, qu'il ne saurait être question d'un peu près, que la moindre erreur suffit à « détraquer » tout le système, le Blidéen moyen comprend pourquoi on ne peut pas avoir un robinet de sa cuisine même lorsque — chose qu'il ignorait — les réservoirs communaux débordent ; et il n'a pas besoin de technicien pour comprendre que si tout le monde fermait son robinet et qu'il soit seul à ouvrir le sien, il aurait à ce moment de l'eau.

J'ai affirmé donc que le mal dont souffre Blida au point de vue eau potable vient en premier lieu des déficiences du réseau de distribution ou, plus exactement, de l'inexistence totale d'un réseau de distribution rationnel : on disposerait de cent fois plus d'eau, de réservoirs cent fois plus grands, j'affirme qu'avec le même réseau de distribution la situation ne changerait que bien peu.



Le Blidéen moyen qui comprend maintenant pourquoi son robinet ne coule pas en été, aux heures qu'il a placés, il installe dans sa cave, en sous-sol, au point le plus bas de son immeuble, une blanchisserie, qui nécessite de grosses quantités d'eau, il place de gros tuyaux, de gros robinets, mais ne change toujours pas son branchement : inévitablement, l'eau veut bien descendre, mais elle ne consent même plus à couler au premier robinet du rez-de-chaussée.

Eh bien, la commune de Blida a encore agi comme le propriétaire de la maisonnette : elle a plusieurs installations dans les points les plus bas de son territoire, des installations de grosse conduite et de gros robinets : l'Hôpital Psychiatrique, la Base Aérienne, la Tribu de Kezrouna. Si ces installations viennent à ouvrir leurs robinets, plus d'eau en ville, et les réservoirs se vident.

Au titre des erreurs je citerai la prodigalité avec laquelle l'eau potable est toujours dépensée : l'eau qui ruisselle sur les massifs de la place de l'ancien pédiluve est de l'eau potable. L'eau qui alimente les vasques centrales de la place Franchet d'Espérey est de l'eau potable. L'eau qui alimente les jets d'eau, les bassins de la Place d'Armes, du Jardin Bizot, du Bois Sacré, de la Place d'Alger, est de l'eau potable. De nombreux jardins publics ont été créés et aménagés de telle sorte qu'il n'a plus été possible de les entretenir avec les eaux d'irrigation dont disposait la commune et qu'il a fallu les irriguer avec de l'eau potable : jardins de la Place Franchet d'Espérey, de l'Ecole Caseneuve, corbeilles du Boulevard Trumet, jardins de la Place d'Alger, jardins de la Porte d'Alger, etc...

Enfin, à ma connaissance, il n'a jamais été pris de mesures sérieuses pour éviter le gaspillage : toutes les eaux potables distribuées en dehors des anciens remparts de Blida sont irrémédiablement perdues.

Je suis bien l'objection de la plupart : « Pough ! arroser avec des eaux d'égoût ! Quel crime ! Et l'hygiène, qu'en fait-on ? » Je ne développerai pas ici ce sujet. Je dirai simplement, quoiqu'en disent les hygiénistes rigoureux, que le système existe depuis cent ans, que depuis, Blida n'a jamais été décimé par le choléra et la fièvre typhoïde, ce qui est encore parmi les jardiniers que l'on trouve les plus beaux exemples de santé et de longévité, que s'il y a eu des cas de typhoïde, les a peut-être surtout connus depuis que notre eau potable n'est plus uniquement de l'eau de source, mais bien de l'eau de rivière. Je dirai aussi pour ceux qui ne le savent pas, que les légumes poussent et pousseront toujours dans le fumier et le purin, toutes choses que le citadin doit trouver certainement aussi repoussantes que l'eau d'égoût.

Mais, pour tranquilliser tout le monde, j'ajouterais qu'en négligeant de récupérer les eaux usées, on s'est interdit la possibilité de pouvoir un jour les traiter et les épurer.



d'un système dit « anti-gaspilleur » — couleront jour et nuit et que de très nombreux branchements particuliers fuient d'une manière constante.

Je ne passerai pas en revue les nombreux gaspillages commis par les particuliers : ils sont trop connus.

Mais je serais injuste si je terminais cet exposé sans indiquer une économie qui a toujours été réalisée par la commune : elle n'a, en effet, jamais hésité à alimenter en eau potable la Base Aérienne, l'Hôpital Psychiatrique, la fraction de Kezrouna, la piscine militaire, mais elle s'est toujours refusée à alimenter en eau potable les abreuvoirs et lavoirs de Joinville et de Montpensier, qui, encore aujourd'hui sont alimentés avec les eaux d'irrigation, c'est-à-dire avec des eaux polluées.

Pour terminer le chapitre des erreurs commises, j'ajouterais qu'il est curieux de constater la légèreté qui a toujours présidé — en matière d'alimentation en eau — à toutes les réalisations blidéennes.

La logique la plus élémentaire veut qu'avant de créer une agglomération, soit solutionnée la question d'alimentation en eau : c'est la quantité d'eau dont on disposera qui déterminera l'importance de l'agglomération future.

A Blida, on a créé l'Hôpital Psychiatrique, on a créé la Base Aérienne, on voulait créer une immense cité militaire — il y a eu commencement de réalisation puisque tous les terrains nécessaires ont été acquis par voie d'expropriation. S'est-on jamais demandé comment ces nouveaux centres seraient alimentés en eau ?

N'a-t-on pas construit, il y a bien peu de temps, une piscine sur le Stade Duruy : réclamation relevant uniquement de l'Autorité Militaire, me dira-t-on ; toujours est-il que cette piscine a fonctionné et qu'elle est belle et bien branchée sur la conduite d'eau potable qui descend à l'Hôpital Psychiatrique.

D'ailleurs, la commune elle-même n'allait-elle pas, en 1942, construire deux piscines ? N'a-t-elle pas payé des honoraires pour un projet de Stade Municipal comportant des piscines ? Or, le projet réglait-il la question d'alimentation en eau ? Evidemment non. Et, si le 8 novembre 1942 n'était pas arrivé, ce serait aujourd'hui réalisés : deux nouvelles grosses conduites auraient été branchées sur les petites qui existent et cinq hectares de jardins irrigables auraient encore disparu d'un seul coup.

Pour ce qui est des eaux d'irrigation, je ne citerai qu'une seule erreur, mais combien grave.

J'ai déjà exposé qu'à l'origine l'Administration Supérieure avait toujours eu souci de ne laisser perdre aucune goutte d'eau : la quantité d'eau mise à la disposition de la ville était fixée ; à cette dernière d'économiser et d'utiliser cette eau précieuse d'une manière judicieuse. La commune devait par surcroît rendre à l'irrigation toutes les eaux non consommées.

Or, ces eaux non consommées représentent une très grosse quantité : en effet, 100 litres d'eau potable mis à la disposition d'une famille, plus de 75 sont récupérables sous forme d'eaux usées — eaux de lavages, de vidange, de chasses, etc... —

La commune redonnait donc à l'irrigation les 3/4 des eaux qu'elle prélevait à Fontaine Fraïche, lorsqu'elle ne prenait que 20 litres seconde.

Or, lorsque la ville s'est étendue, on a reculé devant le problème des égouts, comme on a toujours reculé devant celui de l'eau. Un loi sur les lotissements permettait d'obliger les lotisseurs à construire, à leurs frais, les égouts nécessaires à l'évacuation des eaux usées. Il eut suffi d'avoir un plan directeur, un plan d'ensemble pour obliger chaque lotisseur à réaliser, avant toute vente, une partie de ce plan, sans qu'il en coûte un centime à la commune. Il n'en a rien été : c'était trop compliqué ; la solution de facilité a toujours été maîtresse dans tous les domaines : on a laissé installer partout des fosses septiques ; et le désastre s'est peu à peu consommé : plus une seule goutte d'eau n'a été récupérée pour l'irrigation : toutes les eaux potables distribuées en dehors des anciens remparts de Blida sont irrémédiablement perdues.

Je viens de parler de remèdes et j'ai dit, tout ou début que je n'étais ni sourcier ni géologue et qu'il ne fallait pas attendre de moi ni la

solution, ni le coup de baguette qui submergerait Blida sous une rivière. Cependant, je voudrais indiquer une méthode, une marche à suivre qui découle du bon sens, une ligne de conduite qui devrait être arrêtée une fois pour toutes.

D'abord, pour le présent et l'immédiat : — Reconnaître que si la ville manque d'eau, elle manque encore plus d'eau d'irrigation que d'eau potable.

L'année présente est exceptionnellement sèche, et cependant, jusqu'ici, on n'a jamais été obligé d'interrompre la fourniture d'eau potable. La quantité dont on dispose est simplement mal répartie : de nombreux immeubles, des quartiers entiers ont de l'eau en abondance, d'autres en sont totalement dépourvus.

Les années précédentes, qui étaient normales, ont vu en plein été les armées alliées installer au Champ de Manœuvres, aux stades, à la Base Aérienne et un peu partout des conduites supplémentaires, qui coulaient d'une manière continue, la ville regorgeait de monde — civils et militaires — les jets d'eau fonctionnaient, les bassins publics étaient pleins, les jardins publics étaient arrosés à l'eau potable, en un mot, le gaspillage était maître... et l'eau n'a jamais manqué.

Etablir donc, en premier lieu, un plan de distribution, en accord avec le plan d'extension de la ville, lequel devra être une fois pour toutes arrêté. Voir grand... mais pas trop... pour ne pas rendre tout impossible. Ne pas tabler, par exemple, sur une population de 200.000 habitants : rien ne fait prévoir, que je sache, la découverte à Blida de mines d'or ou de puits de pétrole.

Décider que, dans l'avenir, toute nouvelle installation, toute réparation, toute modification apportée au réseau actuel de distribution d'eau potable se fera dans le cadre du plan établi.

Etablir en même temps un programme de réalisation du plan échelonné sur plusieurs années de manière à faire disparaître peu à peu le réseau défectueux actuel et à le remplacer par le nouveau.

Pratiquer dès à présent une politique d'économie, réprimer tous les abus, surveiller surtout les gros consommateurs tous les établissements — quels qu'ils soient — qui ont l'eau potable à discrétion.

Etablir de même un plan d'un réseau d'égoûts rationnel et dans toutes les réalisations futures, se conformer à ce plan. Assurer ou améliorer la récupération des eaux usées.

Pour l'avenir : — Renoncer à la politique traditionnelle de facilité, à la politique de l'autruche, à celle que j'ai appelée la politique du baquet plein et du baquet vide.

Regarder le problème bien en face et lui trouver une solution. Il faut trouver de l'eau... Il faut augmenter les volumes d'eau potable distribués, pour satisfaire tous les besoins environnementaux, s'étaient déplacés sur le vu du bourricot, elle fit le bonheur de nombreux bambins. Mais le clou fut certainement les bals qui attirèrent la jeunesse des environs qui tournoya les deux soirs aux flonflons de l'orchestre de l'Avia-Jazz. La piste, bien séparée du public, permettait aux danseurs de s'adonner librement à leurs ébats, sans être gênés par les spectateurs.

Un buffet bien achalandé permettait le rafraîchissement et la restauration.

Dimanche soir, un feu d'artifice clôtura la fête.

Des félicitations bien méritées furent adressées aux organisateurs qui, sous l'impulsion de leur chef, le capitaine LEMAIRE, se dépensèrent pendant les jours qui précéderent et se surpassèrent pendant les deux jours de la fête.

On parlera longtemps à Mouzaïville de la Kermesse du B.I.D.

Voici le résultat de la tombola : 765, une surprise ; 1178, un poulet ; 2437, un lapin ; 1581, une surprise ; 1101, un poulet ; 534, un lapin ; 1393, une surprise ; 5, deux pigeons ; 913, treize œufs ; 2086, un poulet ; 714, un lapin ; 374, un poulet ; 713, un poulet ; 915, un poulet ; 1130, un lapin ; 185, une bouteille liqueur ; 584, un poulet ; 1789, un lapin ; 1252, un poulet ; 1090, un lapin ; 73, un coussin brodé ; 178, une dinde ; 1829, un moulin ; 696, une Lotte de consoulation ; une bouteille de Champagne ; 514, 499, 1205 et 1600.

Les lots non retirés avant le 9 septembre resteront acquis aux organisateurs.

Pour cela, on dispose aujourd'hui d'un organisme créé ces dernières années par l'Etat : le Service de la Colonisation et de l'Hydraulique, où des ingénieurs ont été placés et spécialisés dans les questions hydrauliques.

C'est à cet organisme que la Commune et le Syndicat d'Irrigation en complet accord doivent s'adresser. La question à poser est simple :

« Peut-on, oui ou non, augmenter le volume total des eaux fournies par les sources et le bassin de l'Oued-el-Kebir ? »

Les Ingénieurs répondront. Si la réponse est affirmative, les travaux nécessaires ne seront entrepris que sur des certitudes.

Si elle est négative, ou s'il y a trop d'incertitude et trop d'oléas, s'il y a disproportion entre les travaux à exécuter et les résultats à obtenir, que l'on se débarrasse une fois pour toutes de cette idée fixe, qui semble avoir toujours aveuglé ceux qui se sont occupés de ces questions : à savoir que l'eau à Blida — aussi bien eau potable qu'eau d'irrigation — ne peut venir que du bassin de l'Oued-el-Kebir, que de Fontaine Fraïche et de Taberkchant.

Qu'on cherche ailleurs — ou plus haut, ou plus bas —

N'a-t-on pas l'exemple de nombreuses communes qui vont chercher leur eau très loin, qui ont réalisé des travaux peut-être gigantesques, mais couronnés de succès ? Ne partent-ils pas pour la ville d'Alger de 160 millions de litres d'eau par jour ? Ne va-t-elle pas aller chercher ses eaux à Baraki et au Gué de Constantine ?

Or, s'il est vraiment impossible d'augmenter le volume total des eaux fournies par l'Oued-el-Kebir et les sources avoisinantes, si ce volume doit toujours rester ce qu'il était il y a 100 ans, s'il n'est possible d'augmenter le volume d'eau potable qu'au détriment de l'eau d'irrigation, les Blidéens ne frémissent-ils pas en pensant qu'à moins de 6 kilomètres de la ville, à moins de 3 kilomètres de l'Hôpital Psychiatrique et de la Base Aérienne, il existe des propriétés particulières qui disposent de puits pratiquement inépuisables ?

Est-il normal qu'une population de 60.000 habitants connaisse le manque d'eau alors qu'au même instant, un seul propriétaire rural, pour irriguer sa vigne et son orangeaie puisse pomper 400 mètres cubes heure ? Et cela à moins de 6 kilomètres ?

Or, 400 mètres cubes heure, c'est 10 millions de litres par jour, c'est 160 litres par personne et par jour...

Une solution transitoire ne serait-elle pas d'alimenter la base aérienne, l'Hôpital Psychiatrique, Joinville et Montpensier par des pompes ?

Pour pomper et refouler des eaux, il faut évidemment de l'énergie électrique : mais chaque fois que l'on fait passer des eaux dans les conduites de la commune au détriment des canaux d'irrigation, les Blidéens savent-ils que c'est de l'énergie perdue ? Savent-ils que les eaux d'irrigation, avant de parvenir aux jardins, font tourner les turbines des moulins ? Sont-ils conscients de ce qu'ils perdent ? Sont-ils conscients de l'étendue de la perte ? Sont-ils conscients de l'étendue de la perte ? Sont-ils conscients de l'étendue de la perte ?

Avis municipaux

Le Maire de la ville de Blida a l'honneur de prévenir ses administrés, qu'en raison de la sécheresse persistante et de la nécessité de constituer une réserve permettant d'alimenter tous les quartiers, un premier essai de fermeture complète de l'eau sera effectué de 13 heures à 18 heures, à compter du mardi 4 septembre.

Un deuxième essai aura lieu à partir du dimanche 9 septembre, l'eau sera fermée la nuit de 22 heures à 6 heures.

Il sera procédé à une enquête de huit jours, du 5 septembre au 12 septembre 1945, dans la commune de Blida, sur le projet d'établissement, par la Société Lebon et Cie, d'une ligne électrique de 22 kw, destinée à alimenter la station de pompage de la ville de Blida. Les pièces de ce projet sont déposées pendant la durée de l'enquête, à la Mairie de Blida, bureau des travaux communaux.

Ménagères augmentez votre ration de CAFÉ NIZIÈRE avec succédané

RAVITAILLEMENT

Taux des rations du mois de septembre

Huile, 3/4 litre par consommateur.

Savon, 110 gr. par consommateur de plus de 3 ans ; 220 gr. par consommateur de moins de 3 ans.

L'attribution de sucre et café sera fixée ultérieurement.

Une distribution d'allumettes s'effectuera chez les épiciers, à raison de 2 boîtes par personne, au titre du mois de septembre 1945.

Nous informons que **LA MAISON BELHAD HASSEN**, 25, rue Tirman, Blida sera fermée du 7 septembre au 21 septembre

Conseil Municipal

Lors de sa dernière réunion, le Conseil municipal de Blida a adopté, à l'unanimité, le vœu suivant :

Le Conseil Municipal, réuni en séance ordinaire, du 25 août 1945, sur la proposition de la Commission d'Assistance et d'Hygiène publique, attire l'attention de l'Inspection Départementale d'Hygiène sur les inconvénients et même les dangers que présente l'absence de médecins de garde à Blida la nuit et les jours fériés et forme le vœu qu'un tour de garde soit établi entre les différents praticiens installés dans notre ville.